

Les professionnels du tourisme, dans l'urgence, courent après les saisonniers

En Bretagne, des milliers de professionnels manquent à l'appel pour la reprise de la saison

RENNES - correspondance

Bien sûr, il est content. Soulagé, plus précisément. Le calendrier du déconfinement dévoilé ce jeudi 29 avril est celui qu'espérait Dominique Spenlehauer, représentant de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) en Bretagne. D'ici au 19 mai, lui et ses homologues pourront ouvrir leurs terrasses. Le 9 juin, ils pourront déverrouiller les portes de leur établissement. La saison touristique va enfin pouvoir débuter dans la péninsule. D'autant que les professionnels prédisent un été « normal », à l'image de celui de l'année passée. « Dès le premier jour d'ouverture, nous allons être blindés. D'habitude, la saison ressemble à un marathon durant lequel on a le temps de former les équipes. Là, nous serons engagés dans un long sprint, explique le représentant breton du syndicat hôtelier. Nous sommes confrontés à une inquiétante pénurie de main-d'œuvre. A cause de la crise, le vivier de saisonniers s'est tari. »

Pour assumer l'affluence estivale bretonne habituelle, quelque 50 000 travailleurs, dont la majorité dans l'hôtellerie et la restauration, sont nécessaires. L'UMIH explique recevoir quantité d'appels de professionnels incapables de boucler leurs équipes faute de candidatures. « Actuellement, la si-

tuation est compliquée pour les patrons, constate Grégory Fourgault, chef cuisinier. Dans mon entourage, nombre de saisonniers se sont reconvertis. Faute d'avoir pu travailler cet hiver, ils n'avaient plus de droits au chômage et ont changé de voie. Moi, j'ai préféré attendre, quitte à vivre chez mon père avec les minima sociaux. » Ce Malouin de 41 ans, habitué à passer l'hiver dans des stations de ski, puis à revenir en été en Bretagne, explique avoir professionnellement l'embarras du choix et se laisse quelques jours pour choisir son employeur.

Offre inédite de logements

Frédéric Sévignon, directeur de Pôle emploi Bretagne, a identifié les tensions dans le secteur du tourisme. Depuis plusieurs semaines, il mobilise ses équipes afin de recenser les demandeurs d'emploi prêts à être embauchés. Ils seraient 4 400 dans la région. Un nombre inférieur aux besoins de recrutement. « Les chefs d'entreprise sont inquiets, mais doivent nous faire confiance. La reprise va être intense, mais nous l'avons préparée », martèle M. Sévignon, qui promet la mise en place de formations express à destination de saisonniers novices ou ayant besoin d'une remise à niveau après plusieurs mois à œuvrer dans d'autres secteurs d'activité, comme l'agroalimentaire. Pour faire venir des travailleurs exté-

rieurs en Bretagne, Pôle emploi a négocié auprès de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes la mise à disposition dans la région de plusieurs centaines de chambres. Cette offre inédite de logements pourrait permettre de décider des saisonniers à accepter des propositions d'emploi dépourvues jusqu'alors de solution d'hébergement.

« Les structures vont rouvrir progressivement ces prochaines semaines. Nous allons réussir à retrouver un fonctionnement habituel », se convainc Anne Gallo, vice-présidente (Parti socialiste) de la région Bretagne, chargée du tourisme. Comme nombre d'élus locaux de tous bords, elle avait milité ces derniers jours pour imposer la Bretagne, notamment le département du Finistère où le taux d'incidence est l'un des plus faibles de métropole, en « labora-

toire du déconfinement » dès le 3 mai. Une proposition non retenue par le gouvernement.

Initialement séduits par le lobby des élus bretons pour un déverrouillage territorialisé, les professionnels semblent finalement soulagés par l'adoption d'un calendrier commun à tout le pays, limitant ainsi les possibles effets pervers de mesures localisées. Beaucoup d'entrepreneurs redoutaient un raz-de-marée touristique à assumer avec des équipes incomplètes, ou un possible « effet siphon » sur la main-d'œuvre. « Logiquement, les saisonniers se seraient dirigés dans les premiers départements déconfinés pour embaucher le plus vite possible, amplifiant, ailleurs, la pénurie de travailleurs », explique-t-on à l'UMIH.

L'élaboration par des élus locaux des différents scénarios de déconfinement a cependant permis d'offrir de la visibilité aux professionnels. Par exemple, à Penmarc'h (Finistère), une commune de 5 000 habitants qui prétendait à être la vitrine du laboratoire du déconfinement, la maire (sans étiquette), Gwenola Le Troadec, assure : « Nous avons travaillé sur l'élargissement des terrasses avec les restaurateurs et promis l'exonération des droits de terrasse. Nous serons désormais prêts à assumer l'habituel triplement estival de notre population ! » ■

BENJAMIN KELTZ

**POUR ASSUMER
L'AFFLUENCE ESTIVALE,
QUELQUE 50 000
TRAVAILLEURS, DONT
LA MAJORITÉ DANS
L'HÔTELLERIE
ET LA RESTAURATION,
SONT NÉCESSAIRES**